

2 EUROS N°114 /// OCTOBRE-NOVEMBRE 2009 /// ISSN 1240-0009 /// CCPAP 0911 G 89086

TRAVAILLER PLUS POUR STRESSER PLUS

UN MANAGEMENT CRIMINEL_ POINT DE VUE SUR LE CAPITALISME ET SES CONTRADICTIONS_ PETITS ÉCHAUFFEMENTS DE RENTRÉE_ SI C'EST FERMÉ, FAUT RÉOUVRIR_ KAPUT LA DEFENSEURE DES ENFANTS_ GRIPPE : LA BIOMETRIE, ARME DE CONTAMINATION MASSIVE_ L'ÉDUCATION NTIONALE DANS TOUS SES ÉTATS_ SCÉNE DE VIE PAS ENCORE ASSEZ ORDINAIRE_ SACRE LULA_ CRIMES DE GUERRE_ INQUIÉTANTE DISPARITION_ PRENDRE AUX RICHES, DONNER AUX PAUVRES_...



Anarchosyndicalisme !
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

ABONNEMENT UN AN

Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien : 20 euros ou plus

Libellez les chèques à :

CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement.

Si ce numéro est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

Si votre abonnement est à jour, ne tenez pas compte des prospectus de relance qui peuvent être inserrés automatiquement dans le journal.

Anarchosyndicalisme ! est adressé gratuitement sur demande aux prisonniers.

POUR DIFFUSER ANARCHOSYNDICALISME ! **AUTOUR DE VOUS**

Vous pouvez recevoir plusieurs exemplaires pour les diffuser. Prenez contact avec le journal pour les modalités pratiques.

Les articles et des infos en ligne sur les sites /

http://cnt-ait-toulouse.fr

http://cnt-ait.info
(CNT-AIT de Paris-Nord)

http://cnt.ait.caen.free.fr/
(avec forum)

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants, salariés ou chômeurs.

Directeur : J. Pastor

800 ? 236 ?... 500 00 ? 700 00 ?

Dans une société où règne la logique des marchands, la valse des chiffres donne le vertige : Combien ? Combien ? Tel est le maître-mot : Combien serons-nous à être licenciés demain ? 800 ? 236 ? 1 400 ? Combien serons-nous à continuer d'être exploités ? Combien d'entre nous seront poussés au suicide par la hiérarchie ? Combien en dépression ?

Car les salariés sont toujours la « variable d'ajustement » qui permet aux « experts » d'équilibre leurs comptes !

La définition de « la variable » étant de varier ; voilà que nos vies ne se conjuguent plus que dans l'incertitude du lendemain.

NOUS NE SOMMES PAS DES CHIFFRES, NOUS NE SOMMES PAS DES VARIABLES D'AJUSTEMENT

Bien sûr, il est normal de réclamer son dû , d'exiger des indemnités de licenciement conséquentes. Mais s'arrêter là, c'est finalement une autre façon de se suicider, en acceptant comme « normale » la logique du patronat qui nous déshumanise, qui nous réduit à un chiffre .

On peut toujours revendiquer 100 000 ou 500 000 euros, …ces revendications, le patronat n'a pas fini de les entendre d'une oreille que déjà elles lui ressortent de l'autre. Et quand il est contraint de cèder, nous savons tous qu'il sait comment se refaire ! A ce jeu il est et il sera toujours le meilleur maquignon !

HUMANITE CONTRE COMPTABILITE

A Freesacle, à Mollex , à FT,… partout, ce qui peut nous sauver, ce n'est pas de tout miser sur un vague marchandage, non. C'est d'abord l'affirmation préalable que « la vie de chacun compte, qu'elle ne peut être réduite à néant , à des chiffres, à des pourcentages … »1

Derrière tous ces chiffres que nous brandissent les technocrates pour nous « expliquer » l'injustice, il y a des hommes, des femmes, des enfants. Il y a une réalité vivante, une réalité qu'ils veulent tuer, parce qu'ils la craignent, parce qu'ils savent que si elle se réveille, alors tous leurs livres de compte ne leur serviront plus à rien ; que quand elle s'exprimera massivement, leur vieux monde s'écroulera.

DES PERSPECTIVES POUR LE FUTUR !

Comment imaginer nos vies, celles de nos enfants et des enfants des autres, si le même combat doit être éternellement repris à zéro dans d'autres boîtes, d'autres quartiers, d'autres pays ? Pourquoi ne pas imaginer que la solidarité forte, instaurée lors de grèves et luttes sociales puisse continuer au-delà pour abattre ce système inhumain, le capitalisme ? Des luttes anciennes et récentes ont prouvé qu'il est possible de s'organiser à la base, sans patron, sans chef, sans représentant-négociateur. Et l'usine tourne, et la production se fait, et l'envie de changer de société se confirme !

Combien ? Combien de temps accepterons-nous de ne pas voir nos enfants grandir, de ne pas voir nos vieux vieillir et de casser notre santé ? Tout ça avec, comme résultat, la destruction de la planète et l'engraissement d'une poignée de superprivilégiés !

CNT-AIT Toulouse

-1._ Nous reprenons volontiers cette phrase d'un tract du « Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici et leurs amis ».

Un management criminel

Au moment ou nous écrivons ces lignes il y a déjà 23 morts par suicide - soit pratiquement autant, toujours à ce même moment, que la pandémie grippale pour toute la France, DOM-TOM compris ! - à France Télécom. Il a fallu arriver à ce chiffre incroyable pour que les «hautes sphères » s'en émeuvent - ou fassent semblant de s'en émouvoir.

Mais présenté comme il l'est, on pourrait croire que le problème ne concerne que France Télécom, qu'il est du à une « spécificité » de l'entreprise. Certes, le passage du statut d'entreprise publique à celui d'entreprise privé a entraîné des changements radicaux dans la structure.

Mais là n'est pas la seule raison de ces suicides. Il en est une dont on parle beaucoup moins, mais qui a pourtant une importance bien plus grande : le mode de gestion des entreprises. Et là, c'est le système dans sa globalité qui est coupable, avec ses stratégies pour gagner « toujours plus ».

Le magazine Capital, qui est, comme son nom l'indique, consacré au pognon, apporte sans vergogne, aux cadres qui n'auraient pas encore bien compris, les explications de base pour « sauver leur bonus »[1] : *« Demandez plus à votre équipe que ce que l'on attend de vous. Assurément, la mesure ne vous rendra pas populaire auprès de vos équipes, mais elle est d'une grande efficacité. Faites en sorte que la somme des objectifs personnels de vos collaborateurs soit supérieure à votre but à vous. Ainsi, même s'ils sous -performent, vous disposerez d'une marge de sécurité qui augmentera vos chances de préserver votre bonus ».*

Ce passage, d'un cynisme incroyable, montre dans quel état d'esprit se trouvent les chefs par rapport à leurs subordonnés : ils n'ont plus à faire à des humains, mais à des générateurs de chiffres et de profits. Le capitalisme devient de plus en plus visiblement ce qu'il est essentiellement : un système d'exploitation et de négation de l'humain. Fini le paternalisme. Aujourd'hui, le chef, le cadre doit assurer son statut de salopard décomplexé. Le capital n'a pas de conscience. Le culte de la rentabilité se célèbre sur des tas de cadavres.



ECOUTER POUR NE RIEN ENTENDRE, C'EST CAPITAL !

Autre exemple toujours tiré de ce magazine : il concerne l'art de licencier. Considérant que les chefaillons pourraient se laisser attendrir quand ils virent leurs subordonnés, le magazine accomplit cette mission humanitaire de première importance : leur apprendre à le faire sans états d'âme. Parmi les conseils donnés, celui-ci : *« La réponse du licencié à l'annonce de son licenciement : « J'ai trois enfants à nourrir, comment vais-je m'en sortir? ». Votre réponse: « Je comprends, c'est un moment difficile ». Vous devez être à l'écoute mais n'en rajoutez pas. Restez ferme et ne culpabilisez pas : quand vous avez engagé cette personne, vous ne l'avez pas fait parce qu'elle était en charge d'une famille. Restez obstinément sur le terrain professionnel ».*

Bref, ce qu'il est conseillé aux cadres de faire, c'est du pseudo-humain, c'est d'écouter pour ne rien entendre. Une technique kafkaienne pour pousser au suicide !

A ce phénomène, on peut ajouter celui des restructurations constantes. Dans le cas de France Télécom, les salariésn sont trimbalés d'un boulot à l'autre, parfois dans des zones géographiques distantes. Avec tous les désavantages que cela comporte : perte de relations sociales au travail, absence de formation pour la nouvelle tâche à effectuer... Les travailleurs sont considérés comme des machines que l'on peut déplacer en camion, et qui effectueront les mêmes taches (ou d'autres) avec le même rendement que lors de leur précédente localisation.

Là encore, on assiste à une négation de l'humain qui, d'être social, devient outil. Comment s'étonner dans ces conditions que le salarié soit dans un profond malaise ? Et comment s'étonner de la colère qui monte quand France Télécom persiste et déclare après la vague de suicide que les restructurations ne seront pas remises en cause ? Le seul remède qu'a trouvé la direction, c'est de former ses cadres à la détection des comportements à risques (toujours du pseudo-humain !). Il ne s'agit pas ici de faire en sorte que les salariés soient réellement mieux, mais simplement qu'ils arrêtent de se tuer, non pas parce que c'est terrible pour eux et leur famille, mais parce que ça entache l'image de l'entreprise.

Quiconque a une activité salariée aujourd'hui, publique ou pri-

vée, pourra reconnaître dans la situation des salariés de France Télécom des traits de ce qu'il vit aujourd'hui. La pression et la déconsidération sont non seulement présentes mais en plus revendiquées par la hiérarchie et affichées au grand jour. On voit aujourd'hui le résultat à grande échelle de cette attitude : explosion des arrêts maladies, hausse des dépressions et des suicides liés au travail.

LES DEUX MAMELLES DU TERRORISME MANAGERIAL

Mais ceci n'explique pas tout. Il faut aussi considérer l'évolution du système globalement, car ces méthodes de gestion ne sortent pas de nulle part. Elles sont la résultante d'un processus historique marqué par deux faits majeurs : le libéralisme qui a suivi la crise des années 70 et la quasi disparition de toute idéologie révolutionnaire sont les deux mamelles du terrorisme managérial.

Depuis la crise des années 70/80 la gestion est encore plus tourné vers la satisfaction des actionnaires, à l'encontre des intérêts de l'ensemble de la société, ce qui implique une pression toujours plus grande sur le salarié. Pour faire passer la pilule de la régression sociale « en douceur », ils l'ont camouflée sous les noms de « réforme » ou de « modernisation », mais surtout, ils ont détruit tout ce qui pouvait s'y opposer. Le dernier quart du XXème siècle a donc été marqué par une guerre idéologique sans précédent. L'Etat et le capital ont utilisé tout leur arsenal médiatique - des nouveaux philosophes à la Star Ac' en passant par les coupes du monde de foot - pour tuer dans la population l'idée même qu'une révolution est possible.

La vague de suicides et de dépression que connaît le monde du travail aujourd'hui est une conséquence directe de l'oubli par beaucoup trop de travailleurs de la solidarité de classe, notion qui découle elle-même de celle de lutte des classes.

Cette évolution a été préparée de longue date, en transformant tous les outils de lutte en instruments de contrôle. Les syndicats sont devenus des complices de l'Etat pour faire accepter l'exploitation. Ils sont grassement payés pour cela.

A cette récupération des syndicats par le capitalisme, il faut aussi ajouter la récupération des idées révolutionnaires par les dirigeants. Par exemple, l'oeuvre de Castoriadis est détournée et enseigné en école de gestion, non pas pour participer à une quelconque libération, mais afin de *« réinvestir le salarié dans le processus de production »*. Alors que les notions d'autonomie et de démocratie ont été largement développées par Castoriadis, ce qu'en retiennent les managers et ce qu'ils en enseignent, c'est que, puisque cette autonomie est essentielle, alors il suffit de faire croire au salarié qu'il est maître de son destin dans l'entreprise. Là où il y avait une pensée libératrice, les dirigeants la dévoient pour en faire un moyen particulièrement efficace d'aliénation et d'intégration des valeurs du capitalisme par ses propres victimes. Dans la pratique, cela passe par exemple par la mise en place d'objectifs que le travailleur se fixe lui-même et dont il contrôle lui-même l'exécution. Il devient, en apparence seulement, son propre chef et par une sorte de schizophrénie, dans la réalité, son propre flic.

L'absence de critique révolutionnaire et le repli sur soi ont pour conséquence que le salarié mis sous pression ne sait plus se défendre. Le suicide devient donc le seul moyen de protestation contre son patron. Celui qui va mourir, montre à tout un chacun que la responsabilité de sa mort incombe aux conditions de travail. La tentative sanglante de suicide en pleine réunion de travail qu'a connu France Télécom, tout comme les courriers explicatifs laissés par les victimes du management moderne n'ont pas d'autre sens que de sortir de l'ombre dans lequel il se cachent les véritables auteur de ces crimes : ceux qui, après les avoir atomisés, poussent les salariés au désespoir. On assiste à un phénomène de nature similaire lorsque les ouvriers menacent de faire sauter leurs usines.

Toutes ces manifestations sont l'expression d'un désespoir profond. Elles sont une dénonciation du harcèlement subi pourque quelques uns gagnent toujours plus. Il faut aller plus loin. Ce ne sont pas les hommes et les femmes qui doivent se suicider, c'est le capitalisme et l'Etat qui doivent disparaître.

M.

- 1._ « Capital », mars 2009, article« Comment sauver son bonus quand les profits fondent »

LE MOT QUI TUE :
LE SUICICE DES SALARIES ? UNE SIMPLE MODE !

Il est des mots qui en disent plus long que bien des longs discours.Quand on parle à Didier Lombard, PDG de France Télécom, du suicide de ses employés, le mot qui lui vient tout de suite à l'esprit, c'est qu'il s'agit d'une... "mode". Une mode, le suicide, Monsieur Lombard ? et pourquoi pas une simple fantaisie ou un caprice tant que vous y êtes ?

Devant la vague d'indignation qu'a soulevé son propos, Didier Lombard a du battre en retraite et se lancer dans une explication à la Hortefeux. Ici point d'Auvergnats, mais... de l'anglais : c'est ce satané anglais qui aurait fait fourcher sa langue : il aurait pensé « mood », of course, et dit « mode ». Quel malheur que d'être bilingue ! Un malheur facilement réparable si, au lieu de penser « en anglais », le brillantissime PDG de France Télécom pensait en humain. Mais ça, ça n'a pas l'air d'être pour demain...

Point de vue sur le capitalisme et ses contradictions

« La propriété, c'est le vol »
(Pierre-Joseph Proudhon)

L'histoire du capitalisme réside dans l'existence de la plus-value
(Vision marxiste)

L'idéologie bourgeoise repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme, qui induit une société inégalitaire et le capitalisme. Pour ces trois raisons, une grande partie des entités économiques appartiennent à des propriétaires privés que sont les capitalistes. Le but est de vendre une marchandise plus chère que son coût de départ pour obtenir le profit suivant le paradigme :

Capital variable*1
+ Capital constant*2
= Capital organique
+ Autres coûts intermédiaires
+ Profit*3
= Valeur de la marchandise
(prix de revient + bénéfices
=Prix de vente).

Tant que le CA (chiffre d'affaire) et les divers postes comptables permettent une distribution satisfaisante du revenu primaire (capital variable + PV), tout va pour le taux de profit (PV divisée par le capital organique). Mais une rente usuraire dégrade : l'accumulation → capital organique → capital constant → compétitivité → capacité de production → capital variable → volume de production → besoin de reproduction de la force de travail. De même, une hausse de la valeur de la force de travail gonfle le capital organique et entraîne une baisse de la PV, donc de l'investissement (sur-accumulation) et de la rente.

Plusieurs solutions s'offrent aux capitalistes pour rétablir les marges, le CA et la PV (positifs) ; ils peuvent les utiliser de façon séparée ou concomitante :

1) augmenter le capital social (ou juridique), soit par ses fonds propres, par la rente ou en faisant appel à de nouveaux propriétaires (actionnaires, par exemple), soit en trouvant des investisseurs (obligations FCP) ou des prêteurs (crédit). En bonne logique capitaliste, ces placements se font contre des bénéfices et génèrent des coûts financiers. L'activité économique de la structure se doit de dégager des excédents d'activité. A défaut, il y a crise de sur-accumulation.

2) élever le taux de profit par une amélioration de la productivité de la force de travail, tout en jouant sur le capital constant pour dégager la PV. Ce qui équivaut à réduire les coûts de production pour que le capital organique donne une meilleure PV : soit à même capital organique, la production hausse, soit on la maintient, en baissant le coût du capital organique. En revanche, les gains de productivité subissent la limite « physique » et l'usure du capital organique : reproduction de la force de travail et du capital constant.

3) acquérir ou fusionner d'autres entités économiques (concentration capitaliste) pour favoriser une économie d'échelle, car certains coûts de production restent identiques ou quasi tels, quelque soit le volume d'activité (Par exemple si le coût du chauffage est de 10 pour mille de la production d'un atelier et si la production de cet atelier double, le prix du chauffage restera inchangé en valeur absolue et donc, en proportion, il chutera de moitié par rapport à la valeur de la production).

Un constat s'impose : le travailleur est spolié d'une partie de son travail par la PV. C'est dans les rapports entre « profit/capital organique » ou « capital/travail » que les crises du capitalisme et en partie de nos sociétés s'expliquent. Ce d'autant que le capitalisme est devenu la forme générale de l'économie. Dès lors, l'activité séparée de chaque entité économique (micro-économie) est liée à la macroéconomie (démographie, niveau de développement et culturel, cadre idéologico-politique, mode de vie, formation scolaire, qualification de la main d'œuvre, état du marché, situation de l'économie générale...) La structure capable d'organiser cela sur le plan administratif et législatif est l'Etat. En ce sens, la bourgeoisie n'est pas limitée aux seuls capitalistes, mais incorpore les dirigeants et cadres supérieurs : des entités économiques privées ou publiques, des partis, des syndicats, des parlements, des administrations, des organismes paritaires ou cogestionnaires, etc. Tout ce qu'on appelle la technostructure.

Pour juguler la crise de 1929, la bourgeoisie a lancé une politique, qualifiée par certains de social-démocrate, en mélangeant : fordisme, keynésianisme, libéralisme, protectionnisme, libre-échange, prix du marché ou conventionné. L'Etat et ses partenaires pondant un cadre législatif qui permit la croissance, le marché intérieur et le capitalisme dans un cadre national.

Après la Seconde guerre mondiale, les tensions impérialistes (« Ouest » et « Est »), coloniales (« Nord » et « Sud ») et sociales (lutte des classes) sont encore vivaces. Chaque camp doit maintenir une cohésion interne s'il veut triompher. Pour celui correspondant, plus ou moins, à l'Ouest (avec quelques pays du Sud), cette politique doit transcender les intérêts des classes sociales pour s'instituer et pacifier les rapports sociaux. La bourgeoisie de droite agit pour que les capitalistes réduisent la rente pour accroître le pouvoir d'achat. Par les syndicats, celle de gauche intervient pour canaliser les exigences trop fortes des salariés et prévenir les poussées révolutionnaires, afin que ces premières soient intégrables par le système. C'est le pacte fordiste ou compromis historique.

Parallèlement, en binôme ou en conglomérat, les Etats passent des accords qui élargissent le marché, la concentration et l'accumulation. C'est l'accélération du processus dit de « mondialisation » (GATT, CEE, CNUCED, OCDE…). Protégé et soutenu dans un cadre national, le capitalisme prospère et se structure sous la forme d'oligopoles ou de monopoles. Les Etats et leurs annexes (collectivités territoriales, conseils et divers organismes de gestion, etc.) deviennent des acteurs économiques de premier plan : monnaie, fiscalité, propriété économique étatique (nationalisation ou noyau dur).

Au cours des années 70/80, le système entre dans une nouvelle crise. Le marché national est saturé (production plafonnée aux taux de renouvellement), soit obsolescent (produit dépassé), étroit (trop de concurrence et pas assez de demande pour rentabiliser l'investissement), peu porteur (faible pouvoir d'achat global). Résultat : certains secteurs périclitent.

Ainsi, pour l'UE (ex-CEE) en moyenne annuelle :

Années	1960 à 1970	1970 à 1980	1981 à 1990	1991 à 2000	2001 à 2008
PIB	4.70 %	2.20 %	2.30 %	2.08 %	2.00 %
Inflation	3.80 %	10.60 %	9.60 %	5.92 %	2.00 %

Années	1960 à 1970	1970 à 1980
Croissance de l'emploi	0.30%	0.10 %
Chômage	2.40 %	2.80 %

Un autre repère, la formation de capital fixe :

Années	1960 à 1970	1986	2006
UE (ex-CEE)	22.10 %	18.50 %	14.00 %
USA	18.00 %	15.60 %	19.00 %
JAPON	32.40 %	27.90 %	25.00 %

Pour sortir de ce marasme, deux schémas s'affrontent :

1/ L'un affirme le rôle prédominent de l'Etat et préconise :
- d'augmenter la fiscalité pour réaliser des investissements,
- de redistribuer du pouvoir d'achat, afin de relancer la consommation et la croissance,
de nationaliser les secteurs économiques stratégiques (énergie, technologie, alimentaire et financier),
- de mettre sous la coupe de l'Etat les secteurs privés peu bénéficiaires, car, en éliminant la rente, la plus-value même faible est suffisante, on peut même concentrer en monopoles ces secteurs pour qu'ils soient rentables. Il y a aussi cette arrière pensée bolchevique, formulée par Lénine et Trotsky, entre autres. D'après eux, la concentration oligopolistique se mue en concentration monopolistique d'Etat (quelques groupes contrôlant tout, y compris l'Etat). L'étatisation place ces monopoles sous le contrôle direct de hauts fonctionnaires (capitalisme monopolistique bureaucratique d'Etat). Il suffit que la population laborieuse confie à ses représentants la direction de l'Etat, qui devient du coup populaire ou prolétarien, pour que soit réalisé le socialisme (version URSS et ses satellites). Ce qui n'est au bout du compte que du capitalisme d'Etat, sa technostructure accapare l'ensemble des décisions et privilèges. Les inégalités et les classes sociales perdurent.

2/ L'autre veut la propriété privée dans le cadre de l'économie concurrentielle régulée par le marché. L'Etat doit se maintenir au strict nécessaire (appareils répressifs). Cette tendance de la bourgeoisie va réussir à imposer une politique libérale et « mondialiste » pour le compte des capitalistes intéressés (souvent des oligopoles nationaux ou multinationaux). Ce qui implique de modifier les cadres nationaux par des accords de libre échange

qui minorent le protectionnisme : c'est fréquemment une régression des législations dites nationales, voire une remise en cause de la protection sociale et de la condition salariale. Les entités économiques de l'Etat, très juteuses, sont privatisées et mises en concurrence sur le marché qui se développe (l'AGCS), des nouveaux bénéfices sont récupérés. C'est une manière de soumettre l'économie étatisée à la rationalité comptable du capitalisme libéral, car, la fiscalité coûte cher et l'Etat dépense beaucoup pour un piètre résultat. D'autre part, en réduisant l'hégémonie de l'économie étatisée, l'équation léniniste n'est plus valide. En effet, davantage protégés (rémunération, garantie de l'emploi, non concurrence), les salariés de l'Etat sont plus vindicatifs. Pour remédier à cela, il faut les assujettir au même régime que ceux du secteur privé et à la concurrence de la valeur de la force de travail. A noter que le salariat suit la même phase de la concentration capitaliste. Dès lors, il peut constituer des groupes plus ou moins puissants, en capacité d'imposer des conventions collectives. Celles-ci concernent des fractions importantes du salariat. Ce qui aboutit, par extension, à ce que la valeur de la force de travail soit uniforme. L'argument de perte de compétitivité et de part de marché, causées par les coûts salariaux, tombe. Par des montages juridiques complexes (sociétés écrans, donneurs d'ordre, sous-traitances, cartels, holdings, « toyotisme », etc.), les capitalistes maquillent cette réalité oligopolistique et monopolistique. Les capitalistes assurent des transferts de capitaux (investissements directs ou par prêts) vers les pays en voie de développement pour assurer leurs propres marché et croissance. Le phénomène des délocalisations favorise donc le développement du pays d'accueil ; alors que dans le pays de départ, il fait taire les moindres exigences des salariés par le contrecoup du chômage (armée de réserve). Ce qui force les salariés, mieux rétribués, à accepter une diminution de leur condition salariale pour conserver leur emploi. Il ne faut pas oublier que la valeur de la force de travail afférente à chaque pays est actuellement différente et renforce le phénomène des délocalisations. Ainsi, les capitalistes garantissent leur profit. Par le biais de la division internationale du travail, les pays en voie de développement (la périphérie) reçoivent des pays dominants (le centre) leur production sénescente à forte main d'œuvre peu qualifiée. Le coût de cette dernière, le niveau de développement et d'équipement rendent ce type de production solvable pour le marché des pays en voie de développement. En même temps, les premiers conservent celle à haute PV, qui nécessite une main d'œuvre hautement qualifiée. Ce qui est adéquat à leur macroéconomie.

En théorie, tout cela doit permettre un « cycle vertueux »du capitalisme régulé par la « main invisible du marché ». On sait maintenant que la situation est loin d'être mirifique.

Partant de là, les capitalistes, les bourgeois, les patrons, les prolétaires ou les salariés du privé ou de l'Etat peuvent soit diverger soit converger, suivant que leurs intérêts économiques pâtissent ou bénéficient du libéralisme ou de la mondialisation. Deux exemples :

- lorsque Renault délocalise en Roumanie, les salariés de ce pays applaudissent et ceux de la France protestent ; mais, si les salariés de Roumanie achètent des produits fabriqués en France, les salariés de ces secteurs jubilent
- les patrons et les salariés du textile protestent quand la Chine s'octroie ce type de production ; en revanche, comme la Chine achète des avions, le secteur de l'aéronautique est satisfait.

Chacun se positionne ou repositionne selon le corporatisme et le court terme d'après ces deux agencements :

- étatisme, protectionnisme, nationalisme, marché local,
- et marché local, international, libre-échange, libéralisme.

Ces deux schémas divergent sur la forme, mais pas sur le fond qui est l'oppression et l'exploitation. Ils n'expriment que les intérêts et rivalités inter-capitalistes et inter-bourgeoises. Se positionner pour les exploités selon l'un de ces deux schémas revient à pratiquer la collaboration de classe, c'est-à-dire défendre les intérêts des privilégiés.

La macroéconomie mondiale fait que chaque économie territoriale est empaquetée dans un rapport « export/import » qui s'exprime dans la balance des paiements. Son observation révèle que la réduction de l'import détruit de l'export. Ce qui fait que nous sommes au milieu de gué. Aller en arrière (protectionnisme) ou de l'avant (mondialisation) serait tout aussi pénible globalement. La réalité est que le capitalisme est rentré dans une nouvelle phase d'extension et personne ne sait d'avance sa finitude, vu les contradictions soulevées par sa logique. D'après nous, le fond et la forme (multiple) du capitalisme sont à détruire à la fois.

Membres CNT-AIT Caen, Eté 2009.

*1_ Capital variable : valeur individuelle ou collective de la force de travail ou coûts salariaux)

*2_ Capital constant : autres coûts de production : matières premières, machines, bâtiments…)

*3_ Profit : Plus-value (PV) affectée au besoin personnel du propriétaire qui devient la rente ou qu'il réinvestit en capital organique, ce qui produit l'accumulation ou MBA (marge brute d'autofinancement)

Petis échauffements de rentrée...

Il est bon de constater qu'en cette rentrée où tout semble aller de mal en pis, une partie des stratégies de lutte adoptées au printemps dernier se trouve réaffirmée avec force. Une partie, mais non des moindres, puisque c'est celle-là même qui, dans les faits, se révèle être la plus efficace.

L'exemple nous est en effet donné, une nouvelle fois, par la pugnacité des parents d'élèves dans les écoles. Une pugnacité qui ne doit rien aux organisations syndicales ; mieux : qui précisément parvient à imposer son efficacité pour cette raison qu'elle ne doit rien aux organisations syndicales.

Contrairement à ce qui nous est présenté par les divers médias d'information – ne nous y laissons pas tromper – les écoles en question ne sont pas le théâtre de « séquestrations », pas plus qu'elles ne sont simplement bloquées. Le blocage n'est encore qu'une manière négative et partielle de présenter les choses ; ce n'est tout au plus qu'une conséquence. Les écoles qui, dès la rentrée, ont commencé de faire parler d'elles, sont bel et bien, ni plus ni moins, occupées. Spontanément et librement.

Ainsi le cas, parmi d'autres, d'une école qui a vu, dès la semaine du 7 septembre, s'installer des assemblées de lutte dans ses locaux, de nombreux parents prendre possession des lieux sans aucune directive syndicale, pour protester contre les suppressions de postes et de classes. Or, comme à chaque fois, lorsque la décision est spontanée et la parole libre, sans « représentant de métier » pour prémâcher et limiter les revendications, la visée commune dépasse immédiatement le cadre habituel des préoccupations syndicales, à la fois dans le discours et dans les actes.

Aussi n'est-ce pas seulement des cas particuliers qu'il est question, ni même de l'école considérée isolément, mais d'une logique générale, politique et sociale. C'est bien d'une telle logique et d'un tel modèle – celui du profit et de l'inégalité – qu'un inspecteur s'est vu accuser d'être responsable, parce que complice, avant de se faire sèchement rabrouer. Et dans les faits, les parents d'élèves n'hésitent pas à opposer la logique de la solidarité, et du vivre-ensemble, à celle de la séparation. Ils passent la nuit dans l'école, campent avec les enfants, passant outre les habituelles consignes sécuritaires (vigipirate…), sans être inquiétés le moins du monde. Ce sont les actes qui, dès lors, font droit.

Ailleurs en revanche l'entrée en scène des forces de l'ordre ne s'est pas fait attendre. La tenue de négociations étant elle-même une facette de cette entrée en scène : outil évident, simple, toujours à disposition, de pacification. En Ariège, à Laroque d'Olmes, après 24 heures d'occupation, l'inspecteur d'académie se présente et insiste pour que les trois institutrices en grève participent à la délégation de négociation. A leur arrivée, elles sont piégées et isolées par les gendarmes. A Pompertuzat (Haute-Garonne), une mère explique que les cinq enseignantes de l'école maternelle sont retournées chez elles « libérées sous la contrainte et la pression de la gendarmerie ». Toujours est-il que le mouvement se poursuit et que d'autres actions sont à venir. Parents d'élèves et enseignants restent déterminés. Dans les Alpes maritimes, même mouvement d'occupation, même détermination.Même détermination aussi chez les parents qui s'organisent contre la biométrie.

Et si, peut-on lire dans les jouranaux qu'une délégation « a été reçue par l'inspecteur de l'éducation nationale », le verbiage administratif trompe de moins en moins de monde. Quand l'adminstration demande la levée des blocus « au nom des principes d'égalité républicaine », l'effet comique est grand; car pour nos dirigeants, « Egalité républicaine » veut dire en l'occurrence : obéissance et profil bas ! Ou la soumission de la majorité à un petit nombre de chefs chargés de faire régner l'ordre. Un bien joli retournement, qui décrit parfaitement l'état actuel des choses.

C'est cet état de choses qu'il s'agit de renverser en retour. C'est lui, tout entier, en bloc, que les écoles occupées refusent. Qu'on ne se méprenne pas : il ne s'agit pas de dire que tout est fait, que rien ne reste à faire, mais plutôt que c'est là le commencement. L'égalité, la fraternité, sont, dans les actes, du côté des occupations et des assemblées autodéterminées, du côté de la pratique mise en oeuvre par les parents d'élèves. Cette pratique, c'est d'emblée le sens du renversement révolutionnaire en acte. S'il faut d'un mot la définir, ce n'est pas autre chose que l'anarchosyndicalisme, en chair et en os.

Si c'est fermé, faut réouvrir !

En cette rentrés scolaire l'Académie avait prévu 65 fermetures de classes à Toulouse. Si, dans leur majorité, ces fermetures se sont déroulées dans une certaine résignation, il y a eu des lieux où elles ont entrainé des réactions inattendues. Le ministère de l' Education Nationale n'avait pas fini de féliciter ses services pour le calme exceptionnel de ce début d'année scolaire que plusieurs occupations d'école, menées tambour battant, faisaient l'effet d'un coup de tonnerre dans le ciel serein de l'administration !

A l'école de la Juncasse la suppression d'un classe de Cours Préparatoire pour cause de baisse d'effectifs devait ainsi passer comme une lettre la poste... C'était sans compter sur la détermination des parents. Pour les technocrates, le lundi 7 septembre, c'était bouclé. L'école de la rue Louis Plana n'aurait plus que 9 classes. L'institutrice affectée à la dixième pouvait faire ses bagages : ses collègues se débrouilleraient pour la répartition des enfants. Quant à ces derniers et aux parents ils n'avaient qu'a subir et se taire. Mais le jeudi suivant, virage total : la dixième classe reste en place.



C'est qu'entretemps, le mardi 8, la situation avait basculée : En l'espace de quelques heures, les familles se sont mobilisées de la façon la plus efficace qui soit à la base et sans attendre qui que ce soit. Il faut préciser que dans cette école, tout l'an passé, beaucoup de parents avaient participé a divers mouvements de contestation. Ils avaient été dans les marches aux flambeaux organisées en dehors des syndicats et avaient soutenus massivement les enseignants désobéisseurs. La dynamique de l'ensemble s'exprimait dans un comité de lutte ; tout ceci alors même qu'il n'y avait aucun problème spécifique au sein de leur école. Dans le comité, les discussions tournaient aussi bien sur les problèmes pédagogiques que sur l'actualité sociale et se concluaient par l'organisation de petites actions conviviales et de solidarité dans le quartier .

Aussi, la décision brutale de l' Inspection académique allait-elle se heurter frontalement à ce réseau local de personnes, de voisins, qui, de proche en proche, s'est habitué à une activité collective sur le terrain social. Il n'aura fallu qu'une poignée d'heures pour que l'information de la fermeture d'une classe circule comme une trainée de poudre dans les foyers paisibles. Déjà les plus matinaux, une poussette d'une main une ficelle de l'autre, suspendent la première banderole tandis que d'autres vont imprimer des affichettes et des pétitions, ou encore prennent contact avec les médias. Pour tous, entre le café et la pointeuse, c'est le moment de mettre son petit grain de de sable dans les rouages du rouleau compresseur !

Dés le matin, le bureau du directeur de l'école est occupé De là, l' Inspection académique reçoit en continue des pétitions, des réclamations. A 11 heures, un inspecteur passe, essaie d'intimider quelques personnes au prétexte que le matériel informatique de l'école n'est pas à leur service - mais au service de qui est-il donc, si ce n'est a celui du contribuable, lui répond un parent ? Le même inspecteur revient vers 15 h et devant une vingtaine de parents commence à leur faire un cours sur les nécessitées comptable de l'organisation du désordre actuel. Il manquerait, à ces dires deux ou trois enfants pour faire le compte réglementaire et maintenir la classe fermée. Son speech est peut être adapté aux salons feutrés où l'on négocie avec les divers représentants. Il ne l'est pas du tout pour convaincre des gens excédés d'avoir à supporter les diktats de « l'élite ». Au bout d'une heure quand il ressort, livide, il a compris qu'il n'y aura pas d'apaisement sans retour à la normale : les parents lui ont très clairement signifié leur révolte.

Dés lors, l 'école continue de s'organiser. A 18 heures, c'est l'Assemblée. Les choses vont vite. Peu de discours, Du concret. Qui peut occuper les lieux dés ce soir ? Qui peut venir occuper demain ?... Il n'y a pas 24 heures

que dans un obscur bureau une décision arbitraire était prise, qu'en face d'elle se dressent les bras qui vont la réduire a néant. Moi ! Moi ! … Chacun s'inscrit pour prendre les tours dans l'occupation. Des matelas sont jetés au sol, de grandes tables sont déplacées à l'extérieur. Le but est clair : il faut montrer au quartier qu'ici on lutte pour les enfants. Alors, des décorations lumineuses sont accrochées aux grilles, une corde est tendue au dessus de la rue Plana pour y suspendre des oreillers. On s'installe et on y prend goût .

Déjà des voisins passent, des parents d'autres écoles proches nous rejoignent. Leur présence est un signe fort de solidarité et de potentiel. En quelques heures l'occupation, le blocage, et même l'irrévérence sont devenus naturels ; « Non au doigté rectoral », lira t-on sur un panneau lors de la petite manifestation du lendemain

Cette spontanéité, cette rapidité, cet élan a déstabilisé et fait reculer l'administration. Le CDEN (Comité départemental de l'éducation nationale) du Jeudi est revenu en arrière : il n'y a aura que 62 suppressions de classes ; celles de Juncasse, Jolimont (l'école voisine) et Courréges sont préservées. Certes, l'inspecteur d'académie a bien pris soin de préciser à la presse que si ces classes étaient préservées, ce « n'était pas parce que les parents s' étaient mobilisés mais tout simplement parce qu'il y a les effectifs ». Mais ici, cela ne trompe personne. Surtout pas ceux qui ont écouté l'explication comptable du représentant de ce même inspecteur d'académie l'avant-veille... Pour le reste, s'il y avait les effectifs (pas un seul élève de plus n'était inscrit à l'école le jeudi par rapport au premier jour !), pourquoi avoir remis en question l'existence de cette classe ? Ils ne savent pas compter jusqu'à 25, les inspecteurs d'académie ? Tout ceci est d'autant plus « curieux » que pour justifier la fermeture d'une classe dans le village de Pompertuzat (toujours en Haute-Garonne) l'inspecteur d'académie annonce que « aprés cette fermeture il reste quatre classes a 26 éléves, ce qui reste en dessous de la moyenne départementale ».

Sachant qu'a la Juncasse il y a 10 classes pour un peu moins de 240 élèves inscrits (donc, en moyenne, un peu moins de 24 élèves par classe) et que sur c constat l'inspecteur déclare qu'il rouvre la classe qu'il vient de fermer « tout simplement... il y a les effectifs » mais qu'à Pompertuzat, où il y a 26 élèves par classe ce même inspecteur maintient la fermeture... parce qu'il n'y a pas l'effectif... il n'y a pas à être devin pour certifier que si les parents de Pompertuzat, au lieu de se résigner ou de s'adresser aux syndicats, aux élus et autres super-négociateurs, s'étaient un peu bougés le popotin, leurs enfants ne seraient pas entassés dans leur école !

Vendredi soir, tout le monde (enfin, presque, l'inspecteur d'académie avait oublié de venir) a bu le verre de la « victoire ». A ma grande surprise, je n'étais pas seul à regretter que cette lutte s'achève aussi vite : on commençait à s'amuser bien, nous avions encore d'autres actions conviviales prévues, avec les moyens de les étendre à d'autres écoles. De plus, nous le savons tous au fond de nous, le pouvoir n'a reculé ici que pour mieux nous manger ailleurs ; et c'est bien pour cela que nous devons continuer à nous organiser à la base pour défendre nos droits et nos libertés.

Pascal

KAPUT, LA DEFENSEURE DES ENFANTS

Ce n'était pas une grande révolutionnaire, loin s'en faut. Elle n'était pas vindicative, ni même virulente. Plutôt discrète, ne publiant qu'un rapport par an ; et encore un rapport, plein de prudentes circonvolutions afin d'être le moins possible désobligeante avec des institutions qu'elle égratignait tout au plus : quelques mots sur la police (pour relever des fouilles à corps sans raison sur des enfants, des violences, des vexations...), quelques autres sur les services sensées protéger les mineurs (qui parfois, la sotise administrative étant ce qu'elle est, leur rendent la vie encore plus difficile)... quelques cas humainement résolus... peu de chose au total. Mais, ce peu, manifestement, c'était trop. Beaucoup trop.

Sous Sarkozy, on ne critique pas la police. Même légitimement. Même avec la plus grande modération. La défenseure des enfant a osé le faire. Elle va le payer. Elle sera dissoute. Quant aux enfants battus, maltraités, humiliés, ils se passeront de défenseur. C'est pas ça qui va troubler le doux bling-bling élyséen. «Détail» significatif : à aucun moment la défenseure n'a été consultée ni même informée. C'est par la presse qu'elle a appris sa liquidation. Cela montre toute l'élégance de son liquidateur...



Seule consolation pour elle : les institutions qui restent sont celles qui ont démontré leur parfaite inutilité. Qui croit encoreen effet que la CNIL défend nos libertés contre le fichage informatique, elle qui autorise même le profilage de leurs clients (à partir des paiements par CB) par les supermarchés... pour ne pas parler des fichages plus graves... et tout aussi autorisés !

GRIPPE A H1N1 :

Les bornes de biométrie, appareils de contamination massive

Pas un jour ne passe sans qu'on nous matraque avec les mesures de prévention à prendre contre la pandémie de grippe (se laver les mains, tousser dans sa manche,..)... pourtant, une source massive de contamination est « oubliée » : les appareils de biométrie qui fleurissent dans les établissements scolaires.

COMMENT ÇA MARCHE, COMMENT ON SE CONTAMINE ?

Installés dans de nombreux collèges et lycées, ces bornes biométriques reposent sur une utilisation simple : pour accéder à la cantine (ou ailleurs), les élèves doivent poser bien à plat leur main sur une vitre, les uns après les autres. Dans les gros établissements, ce sont plusieurs centaines d'élèves qui posent La paume de leur main, en quelques minutes sur cette vitre. Evidemment, chaque main ramasse ce que les mains précédentes ont déposé dessus. Bien sûr, le risque augmente avec le temps de passage. Pour les derniers, c'est comme s'ils avaient touché trois, quatre ou cinq cents mains plus ou moins propres. Ajoutons qu'en pratique il est impossible de désinfecter correctement la vitre après chaque passage. Sans compter le temps que cela prendrait et le coût d'une telle opération.



Côté hygiène, la biométrie est déjà répugnante en période ordinaire. Elle devient dangereuse en période de pandémie.

LA BIOMETRIE : AVANTAGES ET INCONVENIENTS

Côté inconvénients, la liste est longue.

Le prix tout d'abord. Ces machines sont extrêmement chères à l'achat, Comme ce sont les collectivités territoriales qui les achètent, la facture se retrouve sur nos impôts locaux. Chaque fois que des collèges ou lycées sont équipés en biométrie, vous pouvez être sûrs que vos impôts ne risquent pas de baisser et vous pouvez même prévoir qu'ils augmenteront ! Car, après l'achat, il y a l'entretien. Et il n'est pas donné. Vraiment pas.

Deuxième gros inconvénient, l'hygiène, Nous en avons parlé plus haut. Ajoutons simplement que les bornes peuvent être à l'origine de gastros, de maladies de peau (verrues...) et de toutes les maladies qui s'attrapent par contact cutané.

Enfin, la biométrie est un outil de flicage et contribue fortement à la déshumanisation des établissements d'enseignement. Là où il y avait une personne pour faire l'accueil à la cantine, il y a maintenant une machine. Qui peut croire qu'avoir affaire à une borne biométrique contribue à la socialisation et à l'éducation de nos enfants ? C'est tout le contraire évidement. Étonnez-vous ensuite que les collégiens puissent avoir des réactions de violence : qui sème la déshumanisation récolte des comportements déshumanisés.

Côté avantage, il n'y en a qu'un, mais il est de taille : la fabrication, la commercialisation et l'entretien des appareils de biométrie constitue un des marchés les plus juteux. Mais l'intérêt de quelques-uns doit-il l'emporter sur l'intérêt de la collectivité ?

Les « avantages » qu'on nous vante pour les implanter dans les établissements scolaires, sont du pipi de chat : on ne mange pas mieux dans une cantine biométrique, on n'y accède pas plus vite, le décompte des rationnaires n'y est pas fait plus vite qu'avec une borne lisant des cartes... 1

CHÉRE, DÉSHUMANISANTE, RÉPUGNANTE POUR L'HYGIÈNE, À HAUT RISQUE AVEC LA GRIPPE, LA BIOMÉTRIE DOIT ÊTRE DÉFINITIVEMENT CHASSÉE DES ÉCOLES, COLLÈGES ET LYCÉES.
PROTEGEONS NOS ENFANTS !

Collectif de Parents d'élèves de l'Enseignement public.

L'Education nationale dans tous ses etats

Le capitalisme est par nature en crise. C'est la septième d'une telle ampleur depuis 1770. D'où la difficulté d'une catégorisation stable des classes sociales. D'ailleurs, la notion de classe moyenne paraît judicieuse pour désigner, tant sur le revenu que sur le degré hiérarchique, le positionnement idéologique et politique de cette partie de la population. Actuellement, sa posture tend à être le centrisme : le Modem, le PS et les Verts.

La classe moyenne est à la fois « productrice » et « produit » du pacte fordiste ou compromis historique de 1945, incarné par le conseil national de la résistance (CNR). Elle s'accroit, au point que politiquement son poids numérique impose tacitement des alliances électorales renforçant l'option social-démocrate (du gaullisme au PC). Cette classe sociale régule le système pour réduire les antagonismes entre capitalistes et prolétaires. Elle mythifie et fétichise l'État social, la république, le salariat, la consommation, etc. La crise de 1974 ébranle le système. Après avoir porté des coups aux salariés à faible revenu, les capitalistes s'attaquent à la classe moyenne qu'ils trouvent pléthorique, trop chère et mal employée, notamment dans l'économie d'État. Cela explique les réformes visant l'Éducation nationale.

Une majorité de salariés de l'Éducation nationale et, surtout, les représentants des syndicats réformistes ne font qu'opposer face à celles-ci leur option social-démocrate. Ils évoquent la fonction historique de l'Éducation nationale (les hussards noirs), la force tutélaire et bienfaitrice de l'État, le rôle humaniste et progressiste de l'enseignement, la fonction utile et réparatrice du service public, l'égalité des chances. Ce beau monde entend maintenir l'ancienne forme d'un capitalisme national mixte (privé et État) pour sauver son intérêt corporatiste. Pour cela, on passe et occulte ce que des intellectuels, et non des moindres, ou de simples individualités révolutionnaires affirment :

- le capitalisme est et sera toujours basé sur l'exploitation et l'oppression. La machinerie institutionnelle, incluant l'université, ne les abolit nullement, mais participe à leur reproduction. Il suffit de constater l'origine sociale des étudiants selon les établissements fréquentés et la place sociale visée par la formation.
- l'histoire du capitalisme est traversée par une succession de crises cycliques. Ces dernières sont dues aux lois immanentes du marché et à la limite de l'accumulation du capital qui entraîne sa déviance (la suraccumulation) et la baisse du taux de profit.

Ces crises cycliques présentent également des traits caractéristiques bien distincts. Car elles ne peuvent s'inscrire que dans un contexte social-historique déterminé. Ce qui modifie les rapports et le mode de production, tout en affectant la composition de classe : « l'ensemble de la structure sociale du système ». Le capitalisme se restructure pour continuer à exister.

Durant cette lutte de 2008/09, les diverses postures idéologiques vont entrer en confrontation. Pour sa part, la CNT-AIT s'est activée à :

- contester que l'université produit un savoir critique, quand elle ne fait que véhiculer, massifier et reproduire l'idéologie bourgeoise, plus ou moins dissimulée par l'affirmation de l'humanisme et du progrès.
- démystifier le pacte fordiste ou compromis historique et son successeur libéral-mondialisé.
- pointer l'État et le capitalisme comme deux systèmes d'oppression et d'exploitation.
- instiller le principe d'une vue globale face à la globalité du système et de ses attaques, afin d'affiner un plan tactico-stratégique adéquat.
- marginaliser le corporatisme qui fait le lit de l'adversaire.
- démontrer l'impasse des intersyndicales dont la bureaucratie ne se préoccupe que d'assurer sa survie.
- élaborer un cadre revendicatif unifiant et intercatégoriel qui pose l'accès aux besoins fondamentaux.
- faire aboutir une convergence des conflits sociaux pour une lutte générale.
- mettre en place le CLIC.
- fonctionner en assemblée générale et comité de lutte.
- critiquer un certain gauchisme.

Cette lutte est demeurée minoritaire et nous interroge sur ce qu'elle signifie. En effet, la social-démocrate (qui participe aux instances universitaires) n'arrive-t-elle plus à imposer sa conception des choses ? (Elle est restée bien silencieuse et désarçonnée par le déroulement des assemblées générales (quoique des aspects puissent être discutables : l'obnubilation pour le vote ne laissant pas place à des débats, l'effet « star-ac », la présence des jaunes, etc.). Certaines propositions de la CNT-AIT font désormais mouche et sont reprises par les assemblées générales. Est-ce le fait que de plus en plus d'étudiants prennent conscience qu'ils sont condamnés à la précarité et à la paupérisation tout comme une fraction croissante de la classe moyenne ? Le problème de la recomposition de classe et des alliances se joue à nouveau. Historiquement, les déclassés se positionnent sur ces deux plans politiques :- la réaction ou le fascisme contre le grand capital « cosmopolite » pour les ex-capitalistes ruinés qui terminent en général salariés et constituent le petit encadrement, la maîtrise, vu leur idéologie anti-ouvrière.
- le statu quo ou l'anti-capitalisme pour les salariés.

Que sera l'avenir ? A nous de savoir peser sur le cours des choses.

Væ victis (malheur aux vaincus) !

Membres CNT-AIT Caen, Eté 2009.

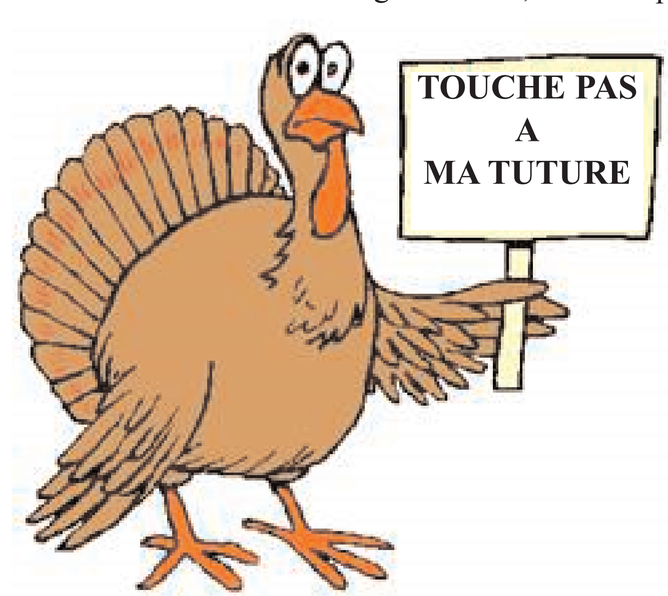
Scène de vie pas encore assez ordinaire...

QUAND LES DINDONS TOUT EMPANACHÉS SORTENT DE LEUR HAUTE COUR IL Y A DES PLUMES QUI VOLENT !

Mais pas encore assez peut-être...

Nous sommes à la fin du mois de juin 2009, il est 11h du matin, les rues sont tranquilles dans ce beau petit village du Sud-Ouest en ce dimanche ensoleillé. Les hirondelles sifflotent et voltigent allègrement entre les maisons en pierres du Quercy. Bref, une belle journée qui s'annonce, dans la paix sociale et le meilleur des mondes. Quoique, si on gratte un peu, on peut vite découvrir que tout n'est pas si rose... Mais, un profond et long vrombissement interrompt brutalement cette sérénité apparente. Le tonnerre ?? Non ! Ça se passe en bas, dans la rue, je me penche à la fenêtre. Un troupeau de voitures sportives, dernier cri, vient de se jeter dans les ruelles étriquées du village. Il y en a tellement, entre 50 et 100, qu'elles finissent rapidement par tout boucher.

Les bolides sont à l'arrêt, mais le vrombissement ne s'est pourtant pas arrêté, les conducteurs zélés savent l'entretenir et envoyer dans le vide de tonitruants et intempestifs coups d'accélérateurs. Il faut absolument, ils veulent absolument qu'on les entende. On ne peut pas faire autrement. Mais il faut et ils veulent aussi absolument qu'on les voit, splendides et magnifiques dans leurs apparats de nouveaux riches. Et c'est pour qu'on les voit et qu'on les voit bien, qu'ils nous appellent à l'aide de leurs surpuissants moteurs, au moins des V30. Bien sûr les mecs sont au volant, leurs officielles de femmes endimanchées les accompagnant fièrement, leur séant très ponctuellement posé du côté "passagère" de la tuture à Monsieur. De ma fenêtre je commence à te me les invectiver grassement, copieusement, aussi généreusement et explicitement que le sont leurs coups d'accélérateurs. Je suis furieux contre ces bouffons de nouveaux riches. Ce sont les pires, des militants, des vrais, des convaincus, de ces parvenus qui doivent prouver à la terre entière et par tous les moyens possibles que du flouse, eux, ils en ont, que ça y est ils en font parti de la haute. Ils se croient beaux radieux et étincelants, mais de fait ils puent... Ils puent le propre, l'aseptisé, le clinquant, le Bling Bling, le chromé, le polishé, le Santa Dallas des Feux de l'Amour, le golf et l'hippodrome. Tout ça à la fois... Beuuuurk ! Y'en à une, de ces officielles convaincues, qui me lance un *"T'es jaloux espèce de chômeur, va travailler !"* C'en est trop ! Y'aura pas de paix sociale aujourd'hui ! Basta ya ! À l'oreille ils sont facilement localisables, je les entends qui se garent sur la place. J'enfile mes chaussures et je te vais me les retrouver. Y'aura pas de lutte anarchosyndicaliste collective aujourd'hui, mais une fois n'est pas coutume, place à l'initiative individuelle et spontanée... Je passe à côté d'un arrêté municipal qui autorise le stationnement sur la place de ce club Auto-sport. Je les y retrouve donc. Je suis furax et recommence à te me les invectiver aussi sec à voix plutôt haute, euh, à voix plutôt même très haute... Ils sont tous là, entre 150 et 200 arrivistes à se pavaner : montres, lunettes, tee-shirts, gourmettes et pendentifs, chacun possède et ostente son petit signe extérieur de richesse, à l'effigie bien sûr de la marque de son gros bolide. Le nec du nec, le goût du goût, pas kitch pour deux sous bien sûr ! D'abord ils sont surpris par ma deuxième attaque, mais rapidement ils se solidarisent :



- "Va travailler ! Nous on bosse nous, du lundi au dimanche midi. - Ah bon, mais là on est dimanche, et il est 11 h du matin et t'es pourtant bien en face de moi, là, tu fais un drôle de boulot dis-donc, ça consiste en quoi en fait ? À faire bosser les autres, à les exploiter, pendant que tu te pavanes ici ? C'est ça hein, c'est chouette ton boulot hein dis-donc. Aussi y'a un enfant qui crève de faim toutes les cinq secondes, et ça vous fait quoi à vous là de faire le beau à coup de millions d'euros pendant que ces gamins y crèvent de faim ? Avec toutes vos bagnoles vous auriez de quoi sauvez la vie de plusieurs dizaines de milliers de ces enfants !"

Une dindonne officielle me répond:

- "Mais, mais, mais... mais moi aussi j'ai deux enfants. - Ah oui ? et ils crèvent de faim ? - Non. - Alors et quoi... ?" ... Pas de réponse. Un dindon :

- "Mais nous on s'en fout nous, on est en fRance ici ! On s'en fout de se qui se passe ailleurs. T'as qu'à aller bosser en Afrique toi. Et tu nous laisses tranquille ici, t'as compris. - Ah ouais pauv' type et tu crois quoi toi, que tes actes ici, cinquième puissance mondiale, ils n'ont pas de conséquences directes et dramatiques dans les pays où on crève de faim ? On vit sur la même planète mon gars tu sais, tout ne s'arrête pas aux frontières. T'as vraiment la conscience d'une vermine et tu voudrais que je me barre en Afrique, pendant que toi tu resterais ici pénard à faire le beau à la cour du roi... Non mais là tu rêves mon gars, c'est justement ici que je veux rester et justement pour pouvoir te faire ch.... tous les jours. Je te lâche pas mon gars toi et ta clique !"

Un de ces dindons finit par me pousser. Dans le dos bien sûr. Je me retourne et te l'attrape par le col. Oh ! mince, v'la ti pas que son tee-shirt à 150 euros ? part en morceaux. Zut alors... Pour moi là en tous cas y'a légitime défense... J'ai tellement la haine contre ces tarés, que je dois leur faire peur, car ils ne bronchent pas. Et puis on est à quelques centimètres à peine de leurs pimpantes autos, alors des fois qu'une échauffourée éclaterait, ça pourrait la leur abîmer leur tuture. Et ils n'auraient alors plus de joujou pour frimer, ce serait la syncope assurée. Non, non, non, ils doivent faire attention à eux ces petits loups. Un dindon : - *"Qu'est ce que tu fais toi ? T'es chômeur ?"* Ça, y connaissent bien ce discours, ils l'aiment ce discours. Du coup y'en a pleins d'autres qui reprennent en chœur : *- "Oui ! oui ! Qu'est-ce que tu fais dans la vie, t'es chômeur ? Avoue ! - Qu'est-ce que ça peut te f.... si je suis chômeur ou pas, ça change quoi à ton attitude à toi hein ?"* Je suis pas forcément plus cohérent, mais mon incohérence je cherche pas ostensiblement à l'étaler fièrement. Parmi eux, il y a là, la responsable locale des Restos du Cour. Elle me regarde avec un si profond mépris, que ça lui fend son visage déjà austère d'une grimace qui en dit long sur sa générosité d'âme. C'est elle qui révèle aux autres mon crime : - *"Oui c'est un chômeur !"* Je luis dis : - *"Vous avez le beau rôle vous là. La semaine ça fait la charité. Et le week-end ça organise la petite sortie du dimanche au club des riches. Ah ça c'est sûr pour être cohérent c'est "hachement" cohérent. C'est même "hachement" tout un symbole !"* Un dindon, qui comprend encore moins que les autres ce qui est en train de se passer, vole à son secours : - *"Mais elle fait la charité Monsieur !"* dit-il d'un ton impératif - *"Mais c'est bien c'que j' dis M'sieur, c'est bien c'que j' dis..."* Il me regarde dubitatif. Il faut dire que cette dadame a une manière très personnelle de faire la charité. Un exemple parmi d'autres : cet hiver, quelques jours après l'inauguration de l'annexe locale des Restos du Cour, une jeune voisine de 19 ans s'y est présentée pour recevoir un colis. Cette jeune fille, mère d'un bébé de deux mois, habite depuis quelques semaines sur la commune. Déjà pourtant elle a reçu une facture forfaitaire d'eau de plus de 200 euros, qu'elle ne peut payer. La compagnie privée en charge de la distribution de l'eau la lui coupera d'ailleurs après quelques jours seulement. Son jeune compagnon, qui sort tout juste de prison, cherche, lui, du boulot, mais n'en trouve pas. Il fait froid et ils n'ont presque rien à manger. Bref pas besoin d'avoir accès au fichage de la CAF pour reconnaître ici une situation de précarité caractérisée. Et bien non, ça ne semble pas si évident à Madaaaame la responsable. La jeune maman qui se présente à elle ce jour-là, avec son bébé dans les bras, pour y chercher un colis revient bredouille, le visage livide. La responsable ne lui a rien donné, pas même un colis d'urgence, sous prétexte que la jeune fille n'avait pas tout les papiers requis... C'est la solidarité du voisinage qui permettra entre autre à cette petite famille de se nourrir le temps que tous les papiers soient réunis. Coluche se retournerait dans sa tombe, mais pour madame la responsable tout va bien. On parle même d'elle dans quelques gazettes locales alors que, pourtant, d'autres histoires du même acabit continuent d'affluer. Et là aujourd'hui la voilà, là plantée devant moi sur la place du village, à me dénoncer à ses riches amis du week-end. Et justement les voilà qu'ils se plaignent maintenant : - *"Nous on donne du boulot*

au gens, nous ! Et on a du mal à trouver de la main d'œuvre. - Ah ouais, et vous leur proposez combien ? 3 euros de l'heure c'est ça ? Faut pas vraiment vous étonner hein". Et leur rengaine qui repart : - *"De toute façon en tant qu'assisté t'as rien à dire !"* Le sourire revient subrepticement sur leur visage. Je me retourne et je vois les gendarmes qui arrivent rapidement en sortant de leur camionnette. Acclamations des nouveaux riches, à nouveau radieux. Alors spontanément je me mets à faire le chef d'orchestre avec eux. Et ça marche ! À chaque fois que je lève les bras du bas vers le haut, ces moutons dociles clament leur joie : - *"AAAHH ! les gendarmes !"* Trois fois de suite comme ça. Ils sont pitoyables, leurs traits sont redevenus joyeux, mais ça ne va pas durer. Un des deux gendarmes, qui visiblement à prit partie pour eux, m'ordonne : - *"Venez ici ! Venez ici je vous dis, sinon je vous embarque ! Venez ici ! - Absolument pas monsieur. Je suis ici et j'y suis très bien. Sachez que je n'ai rien à cacher et que je n'ai aucune raison de me mettre à l'écart".* Il insiste, mais n'obtenant rien, c'est finalement lui qui se déplace vers moi : - *"Ces gens ont le droit d'être ici, il y a un arrêté municipal. - Certes, Monsieur, mais autant vous êtes censé protéger leur liberté de circulation, autant vous êtes censé protéger ma liberté d'expression. Cet arrêté municipal autorise effectivement ces gens à exposer vulgairement leur richesse à tout vent. Ils le font d'ailleurs avec une facilité certaine. Mais, Monsieur, il n'est pas mentionné, dans cet arrêté municipal, que les villageois de base perdent du même coup leur liberté d'expression. Veillez donc, puisque vous êtes là, à ce qu'aucun de ces parvenus ne m'empêche justement de m'exprimer".* Sur ce, je tourne les talons, et me faufile à nouveau au milieu des riches dindons médusés tout en continuant de les apostropher. Eux qui croyaient en la victoire proche et certaine, et bien c'est loupé. Leur visage s'est maintenant complètement décomposé et ceux qui parmi eux tentent de garder le sourire, on voit bien qu'ils se forcent. Aussi tous se regardent en chien de faïence. ils ont l'air un peu paumés à vrai dire... Ne voyant pas ce que je peux faire de mieux, je décide de les abandonner dans leur torpeur. En partant je croise une deuxième camionnette de gendarmes qui, sur les chapeaux de roue, tourne le coin de la place. Les voilà bien protégés nos richards. Un quart d'heure plus tard, on entend le bruit des moteurs qui se rallument et qui rapidement s'éloignent.

Bizarrement, il n'y a plus de de coups d'accélérateurs. Ils sont partis. Les hirondelles sifflotent et voltigent allègrement entre les maisons en pierres du Quercy. Voilà une belle journée qui s'annonce. Leur fête à eux est peut-être un peu gâchée. Zut alors...

Un énervé

SACRE LULA

Les trotskistes français et autres gauchistes qui s'étaient déclarés en France ses chauds partisans nous avaient prévenu : Le président brésilien Lula allait nous étonner. Effectivement, depuis, il nous étonne. Sa dernière ? La signature d'un accord avec le Vatican accordant, sans aucune contrepartie (du moins publique) une place privilégiée à l'église catholique dans tout le Brésil. Cet accord fait suite à la visite que Lula vient de faire à Benoît XVI. Il est vrai que, dans tout le sous-continent américain, l'église est en perte de vitesse et a besoin du pouvoir politique pour remonter la pente. En effet, les diverses chapelles évangélistes lui taillent des croupières et les paroisses catholiques se vident. C'est que beaucoup de brésiliens ne pardonnent pas à l'église sa collaboration franche et massive pendant toutes les années de dictature. Selon le sondage organisé par l'église elle-même pour connaître la réaction de la population, 78 % des brésiliens sont contre cet accord, opinion qui est partagée par 75 % des catholiques du pays ! Mais, ce n'est pas l'hostilité de la population qui empêchera l'église de réclamer toujours plus de privilèges, ni Lula de les lui accorder.

CRIMES DE GUERRE

Des *« actes assimilables à des crimes de guerre et peut-être, dans certaines circonstances, à des crimes contre l'humanité ont été commis par les forces armées israéliennes »* lors de son offensive contre la bande de Gaza (27/12/2008 - 18/1/2009) c'est ce que démontre un rapport accablant de l'ONU. Israël, on s'en souvient, avait légitimité certaines exactions en accusant les combattants palestiniens d'utiliser les civils comme boucliers humains. Le rapport de l'ONU affirme que cela était faux, et que, si quelqu'un s'est servi des populations civiles comme boulier humain, c'est l'armée israélienne elle-même. Le rapport constate que l'armée israélienne a «fait un usage disproportionné de la force», «violé le droit humanitaire international». Tous ceux qui savent qu'aucun Etat ne recule devant aucun crime pour sauvegarder les privilégiés ne seront pas étonnés. Mais c'est tout de même la première fois qu'un rapport officiel le dit aussi clairement pour ce pays. Nous y voyons une raison de plus de soutenir tous ceux qui, avec les « anarchistes contre le mur » et autres objecteurs de conscience s'opposent, en Israël même, à la folie étatique.

INQUIETANTE DISPARITION

Voici plus de cinq mois, le samedi 18 avril 2009, à 7 heures du matin, Jon Anza Ortúñez prenait en gare de Bayonne le train en direction de Toulouse. Quoi de plus simple, de plus naturel, et pourquoi donc en parler ici ? Tout simplement parce que les amis qui l'attendaient à la gare de Toulouse ne l'y ont pas vu. Ni là, ni ailleurs. Cinq mois après, toujours aucune nouvelle. Comme si Jon s'était évaporé.

Or, l'entourage de Jon a au moins deux bonnes raisons de trouver cette évaporation extrêmement suspecte. La première, c'est que Jon est gravement malade. Il a une tumeur du cerveau, opérée à deux reprises. Sous corticothérapie massive, son corps a tellement "gonflé" que ses mouvements sont devenus difficiles, le moindre effort physique lui coûte beaucoup. De plus, la tumeur comprime ses nerfs optiques, sa vue a considérablement baissée, et Jon est depuis quelques mois malvoyant. Ce qui fait beaucoup, pour disparaître de son propre gré sans laisser aucune trace... L'autre raison, c'est que Jon est un indépendantiste basque. Condamné en 1982 à la prison ferme, il n'en est sorti qu'en 2002. Depuis, il a poursuivi son militantisme nationaliste. Le jour de sa disparition, il était en mission pour l'ETA. Raison majeure de s'inquiéter, car cette disparition s'inscrit dans un contexte qui commence à rappeler celui des années 70/80. Une époque ou fleurissaient des bandes criminelles comme le GAL , la Triple A ou le BVE[1]. Essentiellement composées de policiers ou de militaires, qui bénéficiaient de la complicité discrète mais efficace des Etats français et espagnols, ces bandes se sont livrées à de nombreux enlèvements de militants... les corps des « disparus » étant retrouvés (ou pas) longtemps après, parfois affreusement torturés.

Or, voici que ces faits immondes pourraient commencer à se répéter dans un contexte d'atteinte éhontée aux droits politiques fondamentaux (comme par exemple l'interdiction pure et simple d'organisations nationalistes basques par l'Etat espagnol)... Ainsi, en décembre 2008, Juan Mari Mujika, exilé politique, a été enlevé à Saint-Palais et retenu prisonnier quelques heures. Puis, un autre ex-prisonnier nationaliste, Lander Fernandez, a été séquestré



à Bilbao par des policiers espagnols qui s'étaient faits passer pour des membres de la ertzaintza (police basque). Et, pas plus tard que ce 17 juillet, un autre ex-prisonnier basque, Alain Beraztegi, était enlevé près d'Irunberri, séquestré pendant sept heures par une quinzaine d'hommes masqués. Il a été frappé, torturé, menacé de représailles... de là à penser que Jon a pu être enlevé (et probablement assassiné) dans les mêmes conditions, il n'y a qu'un pas qu'on est bien tenté de franchir... surtout quant on voit le peu d'empressement de la police et de la justice à mener l'enquête. Prévenue 6 jours après la disparition, la police en effet n'a pas daigné s'en inquiéter. Pour elle, la disparition de cet homme si gravement malade, c'est un fugue. Et, si ce n'est pas une fugue, alors c'est un suicide. Rien ne semblant pouvoir perturber cette opinion, pas même le fait que l'on ne retrouve le corps ni le long de la voie ferré ni dans une gare. Justement, dans les gares, il y a des caméras. C'était facile de vérifier si, par cas, Jon n'avait pas été sorti de force d'une gare, sous "escorte"... Oui, mais voilà, en cette période de vidéo-surveillance généralisée, la police n'y a pas pensé, à ces caméras. Comme c'est ballot ! Et maintenant, le délai réglementaire d'effacement de ces vidéos est passé. Aucune vérification n'est plus possible. La faute à "pas de chance" sans doute...

Quant aux propos officiels, ils font plutôt froid dans le dos. Entre "La police judiciaire mène son enquête" (on vient de voir comment) de Michèle Alliot-Marie (alors ministre de l'intérieur de l'Etat français), et "La police espagnole n'a rien à voir avec cette affaire" de son collègue de l'Etat espagnol, Alfredo Perez Rubalcaba, on ne peut pas dire que l'on sente une forte volonté de clarification.

Or, c'est bien cette volonté qu'il faut avoir. Car, même si nous ne savons pas ce qui est arrivé à Jon, plus le temps passe, plus il est probable qu'il ait été l'objet d'un coup bas d'un service étatique ou para-étatique.

Pour conclure, rappelons que, dans les colonnes de ce journal, nous développons une critique argumentée de tous les discours qui fleurissent sur les "racines", les "us et coutumes", les "traditions", la propagande des "langues et cultures régionales"... Nous réfutons tous ces discours qui alimentent le national-régionalisme (lequel débouche, *in fine*, toujours sur un Etat) et tout communautarisme (qui débouche toujours, *in fine*, sur la négation de la lutte des classes). C'est justement ce rejet de tous les Etats (existant ou en gestation) qui nous conduit à protester contre toute atteinte aux libertés collectives, contre toute limitation de la liberté de parole, de la liberté d'organisation contre toute agression visant des individus. Qui qu'en soient les victimes, il n'est pas question de laisser des assassins, fussent-ils couverts par le plus haut niveau étatique, agir sans les dénoncer.

Rédaction

-1._ Le GAL (Groupe anti-terroriste de libération), la Triple A (Aliance apostolique anticommuniste) ou le BVE (Bataillon Basque espagnol) ont été des agents du terrorisme d'Etat espagnol. Pilotés au plus haut niveau (la responsabilité de Rafael Vera, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur et du colonel de la Garde civile Galindo a été reconnue quelques années après par l'Etat espagnol lui-même) ces barbouzes étaient chargés de liquider des militants nationalistes basques. De nombreux meurtres sont à mettre au passif de ces bandes criminelles. Pour mémoire : l'assassinat d'Eduardo Moreno Bergaretze, dit Pertur, enlevé sur le territoire français en 1976. L'assassinat de Popo Larre en août 1983, lui aussi disparu sur le territoire français, les assassinats de Joxi Lasa et Joxean Zabala en décembre 1983. Enlevés en 1983 en plein coeur de Bayonne, les corps de ces deux tous jeunes réfugiés politiques n'ont été retrouvés qu'en 1995 à Alicante.

Prendre aux riches, donner aux pauvres

Durant le printemps dernier, en plein temps de crise pour les pauvres, des individus conscients du coût exorbitant de la vie se sont introduits dans un magasin de la grande distribution afin d'en extraire des vivres pour aller ensuite les redistribuer sur la place publique au plus infortunés d'entre nous.

En effet, notons que si théoriquement la mission de redistribution des richesses de façon équitable incombe à l'Etat, nous sommes bien contraints de constater que celui-ci n'en fait rien.

Les richesses effectivement il redistribue, mais comment ?

Il nous fait payer toujours plus d'impôts, de taxes et d'amendes à nous les pauvres. Il plante des radars automatiques partout, rend toutes les places de stationnement payantes, augmente les prix des carburants et du tabac et j'en passe et des meilleures. Ce qu'il justifie toujours par de faux arguments que se soit pour notre sécurité, pour l'environnement ou pour notre santé … Ce à quoi nous pouvons lui répondre et lui demander pourquoi les transports publics ne sont pas gratuits, et pourquoi n'emploie-t-il pas de mesures de précaution nécessaires à notre santé et notre écosystème.

Non, l'Etat nous écrase impôts pour ensuite le retransmettre à ses amis banquiers, patrons de l'automobile et autres capitalistes qui eux ont provoqué la crise, que nous, nous subissons.

Ceci illustre bien que les notion d'Etat et de Nation ne sont que des fumisteries destinées à justifier l'existence de quelque « élite » technocrate corrompue et parasitaire.

Ainsi, quand des individus essaye de mettre en place de vrais liens de solidarité, base élémentaire et nécessaire à toute notion de vie en société, l'Eat oppresseur montre ses dents. Il use de ses moyens coercitifs et de répression. A l'encontre des nouveaux Robins de bois l'Etat calomnie, éborgne, traque, terrorise, et menace d'incarcérer.

Il les accuse d'être des voleurs ! Mais qui vole qui vraiment ? Allez demander aux agriculteurs les prix réels des matières premières et des denrées alimentaires de base. Et puis comparer avec les prix de se que vous trouvez en rayon dans vos supermarchés. Regardez les marges astronomiques que les patrons de la grande distribution se font sur notre dos à tous, elles vont parfois jusqu'à plus de 60 pour cent. Et bien sûr, elles ne sont pas répercuter sur les maigres salaires des employé(e)s, mais elles sont destinéesà engraisser les dirigeants et des actionnaires.

Mais comme tous les grands patrons, ils font partis de la même clique que les hommes politiques qui fait la loi … pour eux …

Alors qui sont les voleurs, et qu'est-ce que la justice ?

Je vous le demande...

Que faire ?

Le réseau fédéral de la CNT-AIT offre de nombreuses possibilités d'activités pour l'anarchosyndicalisme. De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !

Manifester, soutenir, débattre

- Le 3 novembre, à 13 h30, au « Palais de justice » de Toulouse, soutenir les inculpés du magasin Casino poursuivis à la suite d'une opération de redistribution.
- Le 22 octobre à 20 h 30, Salle municipale Durranti, rue du Lt-Col Pelissier, à Toulouse, prendre part à un débat (plus de précision sur le site de la CNT-AIT de Toulouse).

Se perfectionner en langue...

... en lisant les différentes publications des sections de l'AIT. Parmi les revues de qualité, «Apoio Mutuo », édité par la section portugaise, qui peut être consultée dans nos locaux mais aussi sur le blog ait-sp.blogspot.com ... et en consultant le site multilingue de la CNT-AIT de Paris.

Ne pas en rester au idées

A toi compagnon qui lit ce texte,

Tu te dis en accord avec ce que tu lis, tu sais que ce monde est dégueulasse, tu sais qu'il faut se lever et se révolter contre la tyrannie.

De plus tu sais pourquoi les choses ne bougent pas et les révoltes s'éteignent, c'est parce qu'elles sont endormies par ceux qui se disent tes alliés et se proposent de lutter à ta place.

Tu sais au fond de toi que la seule chose à faire pour faire basculer ce vieux monde, c'est se prendre en main, c'est agir par toi même. Ne t'en remet à personne, et n'attend d'aucun chef ou responsable pour trouver une solution quelconque. Plutôt que de hurler seul devant ta radio et ta télévision, agis compagnon, agis !

Ne me dis pas que ce que je fais c'est bien et qu'il faudrait plus de gens comme moi ! Ne reste pas spectateur passif de ta vie, prend là en main.

Alors agis, avec d'autres, formes des groupes, écris et va crier sur la place publique tes envies et tes rancœurs. Réalise en actes ce que ton cœur te dicte, compagnon.

Tant que tu t'en remettras à d'autres pour faire les choses à ta place, tu seras trahi. Apprend à faire et réaliser avec d'autres, que les choses se fassent avec toi mais pas à ta place.

Ni dieu, ni maître, ni esclaves, mais des Hommes libres, solidaires et responsables, alors l'Anarchie sera !

Diffuser

- Diffuser *Anarchosyndicalisme !* autour de vous. Prenez contact avec le journal par mail à *redation.journal@orange.fr* ou à notre adresse postale. Les conditions sont étudiées en fonction des possibilités de chacun.
- Diffuser le bulletin *"Un autre futur"*. Rédigé par des militants et sympathisants CNT-AIT des quartiers de Toulouse, il paraît désormais bimestriellement, en alternance avec *Anarchosyndicalisme !* Le numéro de septembre est sorti. Le prochain numéro paraîtra début novembre. Vous pouvez en recevoir une version électronique sur simple demande pour l'imprimer vous-même ou recevoir une version papier (prendre contact avec nous).
- Diffuser les brochures éditées par la CNT-AIT de Caen, Paris, Toulouse... La liste des titres disponibles est impressionnante et le contenu de qualité.

Et aussi

- S'abonner à la liste de diffusion internet :
http://liste.cnt-ait.info
Elle vous permet de rester au courant et en liason avec nous. C'est gratuit.
- Tchatcher sur le forum de la CNT-AIT de Caen http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/
- Ecouter et faire écouter des textes de la bibliothèque sonore libertaire (c'est également gratuit) : AnarSonore.free.fr
- Enrichir AnarSonore en enregistrant de nouveaux textes (classiques, articles...)

Nous rencontrer, nous écrire

- A Montauban : les samedis : le matin (10h15 à 12h) au marché du jardin des plantes, l'après midi (16h à 18h) au local. Permanence également les mercredis de 18 à 20 h toujours au local : Passage de la Comédie (entrée par le 10, rue de la Comédie).

- Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St rémésy 31000. Permanences tous les samedi 17 h. Egalement aux puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers.

- Quercy-Rouergue, autres départements de Midi-Pyrénées : écrire au journal qui transmettra.

- Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Permanences le samedi après-midi à partir de 15h.

- Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).

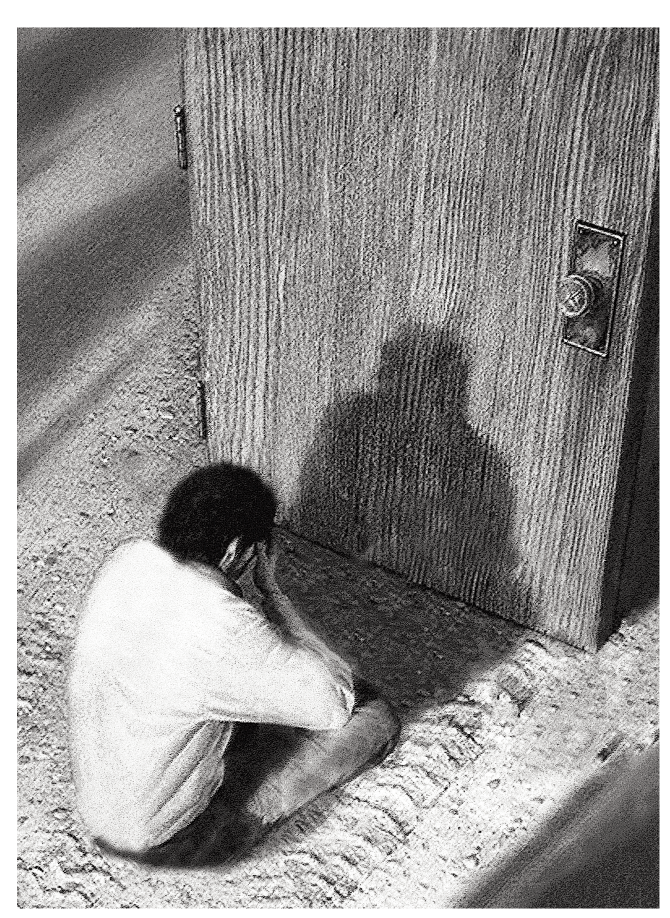
- Paris : CNT-AIT, 108 rue Damrémont 75018. Adresse mail : contact@cnt-ait.info Tables de presses régulières dans les XIX et XVIIIème arrondissement.

- Lyon : CNT-AIT, c/o Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.

- Chalons-sur- Saône : CNT-AIT, Maison des syndicats, 2, rue du Parc 71100.

- Lille : cnt.ait.lille@no-log.org

- St nazaire : écrire au journal.



CHRONIQUE DE L'ENFERMEMENT ASILAIRE

Au pavillondes chroniques, il y a une cour ouverte toute la journée, quelques arbres, des massifs de fleurs ainsi qu'un jardin potager. Je suis dans une chambre, seul, avec douche et wc individuel. Il fait beau. Il est dix-sept heures et je vais aller réclamer mes deux cachets de clopixol, c'est des neuroleptiques qui, pris en injection, calment les plus rétifs. Bien que ce soit interdit, je fume une cigarette tout en buvant un café. Bien que pas totalement libre de mes mouvements, je suis peinard, ce matin j'ai fait du VTT, cet après-midi de l'informatique. Je me repose malgré les hurlement des « fous » - on s'y fait assez vite. Mais il y a un hic de taille qui m'empêche d'être totalement serein : encore des hurlements, des coups frappés à une porte, celle de la chambre de « sérénité », appelée aussi « mitard » en prison, sans clope, sans télé, sans radio et sans lecture, de quoi devenir fou... de rage. Dans cette chambre bleu, ils y ont enfermé un belge pour une obscure raison. Sans traitement pour dormir, les enfermements à la bleu ne sont ni plus ni moins qu'une torture psychologique. Aussi, aujourd'hui, sa souffrance est un peu la mienne.

Manu

SERBIE : LES ANARCHISTES DANS LE COLIMATEUR DU POUVOIR

LIBEREZ NOS COMPAGNONS !

CET ARTICLE DEBUTE AU VERSO (P 20)

et de la justice du régime qui ont piétiné allègrement leur propre droit, et ce dés le premiers moment de la détention de nos compagnons : perquisition illégale des appartements, intimidation des familles et, pour comble, une accusation parfaitement ridicule de « terrorisme international », mais une accusation grave, qui permet de les criminaliser aux yeux de l'opinion publique et de les condamner, si rien n'est fait, à des peines pouvant aller jusqu'à 15 ans de prison !

Pour en revenir à l'action contre l'ambassade de Grèce, qui sert de base à l'incarcération de nos compagnons, l'ASI signale qu'elle ne soutient pas les actions du maintenant célèbre groupe anarchiste “Crni Ilija” (qui a revendiqué celle-ci) mais qu'elle récuse le fait que l'on ose caractériser leurs actions comme étant du « terrorisme international » puisque le terrorisme, par définition, est une menace contre contre la vie de civils, alors que dans ce cas personne n'a été blessé et que les dégâts matériels furent symboliques (une fissure dans une fenêtre, une petite marque de brûlure sur la façade et un A cerclé sur l'ambassade). Il est clair que l'utilisation de cet événement par l'Etat est une tentative pou intimider ceux qui dénoncent l'injustice et le désespoir de cette société. Partout dans le monde en effet, en ces temps d'endormissement social il y a des individus qui font le choix d'actions incroyables, quelquefois autodestructrices. C'est souvent pour eux comme un appel, une bouteille à la mer qu'ils lancent à l'opinion publique. Par exemple, dernièrement en Serbie, des travailleurs se sont coupés les doigts et les ont mangés ! Autre exemple, un homme désespéré qui a menacé de faire exploser une grenade dans l'édifice de la Présidence Serbe ! C'est dans un tel contexte qu'à eu lieu l'action contre l'ambassade grecque. Nous ne laisserons pas dire qu'un tel acte symbolique de solidarité, bien qu'exprimé de façon erronée, puisse être considéré comme un acte antisocial ou terroriste, pas plus qu'aucun acte de rébellion de ceux qui ont été dépossédés.

Nous exprimons notre solidarité avec les compagnons incarcérés et leurs familles et exigeons leur libération immédiate.

Pour en savoir plus :
Sur la campagne internationale :
http://asi.zsp.net.pl/free-the-anarchists/
Sur la campagne nationale :
Envoyer un mail à : **contact@cnt-ait.info**
Pour envoyer des courriers de protestation aux autorités Serbes : Adresses des missions diplomatiques serbes
http://www.mfa.gov.rs/Worldframe.htm

SERBIE : LES ANARCHISTES DANS LE COLIMATEUR DU POUVOIR

LIBEREZ NOS COMPAGNONS !

Au moins 6 compagnons anarchistes de Serbie, dont plusieurs membres de la section serbe de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs), dont le Secrétaire de notre organisation internationale, ont été arrêté le 4 septembre dernier a Belgrade.

Cette arrestation fumeuse, sans aucune preuve, basée sur des allégations policières mensongères, n'est pas sans rappeler les arrestations qui surviennent en France depuis plus d'un an.

Il faut dire qu'en Serbie, le processus de privatisation sauvage qui a suivit l'effondrement du régime communiste puis de Milosevic, pousse au chômage et à la misère une partie toujours plus grande de la classe ouvrière, le tout avec l'appui des partis politiques, toutes tendances confondues, et l'encadrement des syndicats officiels.

Les compagnons de l'initiative anarchosyndicaliste (ASI-AIT) sont une des rares voix qui se font entendre pour contester et pour oser contre-attaquer, sur des bases anti-capitalistes et anti-nationalistes claires.

Ce nouvel épisode du harcèlement de l'Etat contre les anarchistes et les anarchosyndicalistes en Serbie [1] est certainement l'un des plus violent. Le gouvernement cherche donc à faire taire ces empêcheurs de profiter en rond et semble décidé cette fois à frapper fort en faisant des exemples.

D'ores et déjà, face aux procès qui s'annoncent et qui risquent d'être long et couteux, nous maintenons l'appel que nous lancions à la solidarité financière avec les compagnons de Serbie au mois de mai dernier [2], dans ce qui était un prémisse annonciateur de ce qui se passe aujourd'hui.

Des initiatives de solidarité seront prises prochainement en France. Si vous souhaitez vous y associer, n'hésitez pas a nous envoyer un mail à contact@cnt-ait.info

Vive l'anarchosyndicalisme ! Vive l'Association internationale des travailleurs ! Pour la révolution anarchiste communiste et expropriatrice ! Solidarité Anationale !

[1] par exemple ce texte de 2008 qui fait état déjà des tentatives d'intimidation de la section serbe de l'AIT par la police : NOUVELLE VAGUE DE REPRESSION ETATIQUE EN SERBIE : http://cnt-it.info/article.php3?id_article=1569

[2] 22 mai 2009 : SERBIE : LE SECRETAIRE DE L'AIT CONDAMNE A DIX JOURS DE PRISONS : http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=1686

Le 4 septembre 2009 le Tribunal local de Belgrade a décidé que les militants de l'ASI seraient incarcérés durant 30 jours, le temps de la procédure... Nos compagnons sont accusés d'un acte de "terrorisme international". Voyons ce qu'il en est.

Dans un communiqué, la Confédération de Syndicats "Initiative Anarchosyndicaliste" (ASI) informe qu'elle a appris en son temps, comme tout le monde, par les médias l' attaque » contre l'ambassade grecque du 25 août dernier. Une autre organisation a d'ailleurs revendiqué cette action. Dans un communiqué, l'ASI rappelle à ce sujet, une fois de plus, que ces moyens de lutte politique individualiste ne sont pas ceux de l' anarchosyndicalisme, au contraire : l'ASI affiche publiquement ses positions politiques et cherche à créer un mouvement de masse à travers son action.

C'est bien cela qui dérange l'Etat qui veut faire taire les critiques de l'ASI par la répression. Il le fait avec sa logique absurde, en déclarant suspects ceux qui expriment publiquement leur point de vue libertaire et il conclue l'affaire en les enfermant. D'emblée, il faut souligner les méthodes de la police

SUITE AU RECTO (P 19)